



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Communiqué de presse sur la position française en Syrie

La terrible guerre civile qui frappe la Syrie et son peuple est épouvantable : plus de 100 000 morts ; plusieurs millions de réfugiés et déplacés, des villes en dévastation et un patrimoine culturel anéanti.

Alors, oui, il faut arrêter ça ! Il faut arrêter cette escalade tragique et chercher le chemin d'une issue politique. Une intervention militaire aboutirait à des risques d'embrasement régional énormes et ne résoudrait rien. Le choix qui doit être fait est d'une grande portée pour la Syrie, pour toute la région, pour la France. Il ne peut être fait sans un vote du Parlement. Il ne doit pas rajouter de la guerre à la guerre, du sang au sang.

L'usage des armes chimiques est inqualifiable. C'est un crime effrayant et insoutenable. Il inscrit ceux qui l'ont commis, à la condamnation et à la justice internationale. La Mission d'enquête de l'ONU doit établir officiellement les responsabilités.

Mais plutôt que de partir en guerre, notre pays doit travailler à trois objectifs : tout faire pour que cessent les hostilités ; ramener tous les belligérants, syriens et internationaux, autour de la table des négociations ; imposer une solution politique négociée qui garantisse une transition de la Syrie vers la justice et la démocratie exigée par son peuple.

N'oublions pas les expériences désastreuses, des guerres en Irak, en Afghanistan ou en Libye. Chaque fois, on a prétendu imposer, par la force, une solution en prenant - selon la formule consacrée- « *toutes les mesures nécessaires* ». Mais est-ce qu'avec ces guerres la démocratie a progressé ? Est-ce que la sécurité s'est renforcée ? Est-ce que les relations et les institutions internationales en sont sorties consolidées ?

Ce n'est pas par la guerre que l'on peut protéger les peuples et gagner une sécurité humaine.

La France doit cesser de se fourvoyer et reprendre l'initiative politique et diplomatique. Cela est encore possible. Le G20 doit être utilisé pour une première et urgente concertation multilatérale, en particulier avec la Russie, les États-Unis et les autres puissances concernées.

L'urgence n'est pas de faire la guerre. Elle est de construire un avenir commun pour tous les peuples dans cette région cruciale de la Méditerranée et du Proche-Orient.